

Zeitschrift: Schweizer Ingenieur und Architekt
Herausgeber: Verlags-AG der akademischen technischen Vereine
Band: 104 (1986)
Heft: 9

Artikel: Die ASIC-Berufshaftpflichtversicherung
Autor: Schuler, Pius
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-76085>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 17.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

peut adresser dans le même sens aux milieux économiques et politiques sont bien mal venus, si l'association professionnelle la plus directement concernée n'indique même pas le chemin. Ces circonstances expliquent pourquoi l'invention et la création sont demeurées si longtemps un domaine abandonné à l'initiative individuelle, qui heureusement n'a pas démerité. Certes, nos Ecoles polytechniques fédérales, nos universités sont des foyers de recherche importants et la Division fédérale de la science, comme le Fonds national de la recherche scientifique accomplissent un travail considérable, mais ce sont les rapports et les comptes annuels qui révèlent la situation exacte de l'entreprise. Cette situation n'est pas satisfaisante, pourquoi? La réponse est difficile, mais il n'en reste pas moins que l'une des raisons essentielles doit être recherchée dans le fait que la recherche officielle se fonde sur un système de subventionnement dépassé depuis longtemps. Pour réussir vraiment la recherche, l'innovation doit reposer sur un financement solide à long terme assuré par tous les milieux de l'économie et de l'industrie qui en retireront aussi finalement les avantages. Il est pertinent à ce sujet de relever la joie des milieux scientifiques de la République fédérale allemande à l'annonce du prix Nobel de chimie délivré récemment à l'un des leurs. «Réjouissons-nous, disaient-ils; la liste des prix Nobel allemands reprend alors qu'elle avait été interrompue par la guerre; c'est un signe que nos centres de recherches sont reconstitués et fonctionnent.» Ne serait-ce pas dans cette direction que nous devrions rechercher une solution plus efficace! Tout cela est complexe, notre pays est petit, ses moyens sont fatalement limités, il pourrait se voir contraint de coopérer avec ses voisins.

Un engagement plus poussé en Europe dans ce domaine pourrait bien, il est vrai, s'avérer fructueux. Nos jeunes ont raison, par exemple, de s'intéresser à ce qui se passe ailleurs, de faire des stages à l'étranger, notamment aux USA, mais pour s'instruire cela s'entend, non pas pour renier nos valeurs propres.

Les professions libérales auraient intérêt à retrouver leur vrai statut, à revenir à leur programme initial que résume bien les deux mots: science et conscience. Les bureaux d'études des ingénieurs et des architectes devraient éviter sans doute de se muer en entreprises selon le modèle de la Suisse alémanique «Ingenieurunternehmung AG», pour ne miser que sur le profit des affaires, mais redevenir vraiment des foyers d'innovation, de création, chaque mission étant une nouvelle recherche. La qualification juridique de leur contrat n'oscillera plus entre mandat et contrat d'entreprise car les juges comprendront qu'une recherche ne peut impliquer une garantie de résultat. Ce n'est que dans la phase d'exécution qu'une telle garantie peut se concevoir, une livraison de plans ne peut être considérée dans les faits comme étant un contrat d'entreprise que si elle est confirmée par une exécution préalable, un prototype, par exemple, comme c'est le cas dans l'industrie. Le Tribunal fédéral a admis en 1983 concernant le contrat de géomètre que «l'ouvrage au sens de l'art. 363 CO peut revêtir une forme aussi bien matérielle qu'immatérielle» (ATF 109 II 35). Cette affirmation philosophiquement douteuse sera, souhaitons-le, rapidement revue car il conviendrait de ne pas confondre la réalité avec son image ou sa représentation sur le papier.

La SIA de son côté ne devrait pas rester indifférente, ignorer la gravité du moment. Elle serait bien inspirée de rappeler

à ses membres les principes essentiels de la déontologie. Aussi une révision de la conception des règlements et des normes, dans le sens d'un retour aux sources, devient-elle urgente. En République fédérale allemande, une telle autocritique a, paraît-il, déjà commencé. Nous ne devrions pas tarder d'en faire autant.

Relancer la recherche scientifique et technique, développer les activités de création, d'innovation est une vaste entreprise. La Fondation des Registres suisses REG peut être appelée à jouer un rôle important, espérons donc que les associations professionnelles qui la soutiennent, sauront aussi l'appuyer efficacement dans cette mission de renouveau.

Conclusion

Le présent rapport montre bien que le débat actuel sur la recherche et l'innovation qui couvre l'Europe entière sans épargner notre pays, conduit à un choix fatal entre

- la facilité, l'argent, le «business» et le matérialisme qui entraînent l'accélération du processus d'autodestruction et
- une certaine rigueur, une discipline qu'impose l'éthique fondamentale, condition inéluctable du maintien de la vie sur notre planète.

Les Européens et nous aussi, les Suisses, espérons-le, sauront suivre la bonne voie. Pour la Fondation des Registres suisses REG, il n'y a pas d'alternative possible, c'est la rigueur ou risquer de perdre sa raison d'être.

Adresse de l'auteur: M. Beaud, Juriste, route de la Gruyère 17, 1700 Fribourg.

Die ASIC-Berufshaftpflichtversicherung

Von Pius Schuler, Zürich

Zu den bedeutendsten Erfolgen in der ASIC-Verbandsgeschichte gehört zweifelsohne die 1983 eingeführte Kollektiv-Berufshaftpflichtversicherung. Dank dem gemeinsamen Vorgehen der ASIC-Mitglieder und dem ausgewiesenen sehr guten Schadenverlauf ist es der ASIC gelungen, die Bedingungen der Berufshaftpflichtversicherung für Bau-, Kultur-, Vermessungs- und Forstingenieure sowie Geotechniker und ORL-Planer entscheidend zu verbessern. Die unumgängliche Hürde des Beitrittsobligatoriums wurde deshalb mit Leichtigkeit genommen.

Aufbau der Versicherung

Die Versicherung ist weitgehend nach konventionellem Muster aufgebaut.

Versicherer ist eine Versicherungsgesellschaft; die ASIC selber trägt keine Versicherungsrisiken. Die versicherten ASIC-Büros werden vertreten durch eine für diesen Zweck gegründete Stif-

tung. Die Stiftung ist insbesondere zuständig für die vertraglichen Regelungen mit der Versicherung, die Überwachung des Vertrags, das Prämieninkasso und die Mitgliederaufnahme. Die administrativen Arbeiten werden von einer dafür beauftragten Geschäftsstelle besorgt. Die Schadenfälle werden direkt zwischen den betroffenen Büros und der Versicherungsgesellschaft abgewickelt. Geschäftsstelle und Stiftungsrat stehen dabei den Versicherten als Berater zur Verfügung.

Nicht dem konventionellen Muster entspricht das Deckungssummenkonzept. Die jährlich zur Verfügung stehenden Versicherungssummen im Maximalbe-

trag von 10 Millionen Franken pro Ereignis sind ihren Auftretensrisiken entsprechend in der Anzahl bzw. im Gesamtbetrag begrenzt.

Versicherung mit vielen Vorzügen

Die ASIC-Versicherung zeichnet sich durch folgende Vorzüge aus:

Sehr günstige Prämie dank ausgewählter Risikogruppe

Die für eine Zeitdauer von 14 Jahren erhobene Schadenstatistik bei den ASIC-Bauingenieur-Büros weist eine Schadenbelastung aus, die weniger als ein Drittel des gesamtschweizerischen Durchschnitts beträgt. Aufgrund dieses Ergebnisses konnte im ASIC-Kollektiv-Vertrag trotz Anhebung der Versicherungssumme auf 10 Millionen Franken eine Prämienreduktion von durchschnittlich etwa 50 Prozent realisiert werden.

Ausrichtung auf die Versicherungsbedürfnisse

Kollektiv-Verträge lassen sich individuellen Wünschen im allgemeinen weniger gut anpassen als Einzelverträge. Im vorliegenden Fall zeigt es sich jedoch, dass sich, von wenigen Ausnahmen abgesehen, die vorhandenen Versicherungsbedürfnisse durchaus in einem Gruppenvertrag unterbringen lassen. Viel entscheidender als die Vertragsart ist die gute Beratung und die Flexibilität des Versicherers. Der Ingenieur kennt die komplexe Versicherungsmaterie meist nur ungenügend und muss sich deshalb beraten lassen.

Die ASIC hat zur Bedürfnisabklärung erfahrene Fachleute beigezogen. Die Untersuchungen haben gezeigt, dass der grösste Teil der Ingenieure bezüglich der Garantiesumme nicht risikokonform versichert ist. In der ASIC ist die Versicherungssumme für Bauingenieure auf 10 Millionen Franken pro Ereignis für Personen-, Sach- und Bauschäden angehoben worden. Die bisher übliche Deckung von einer Million Franken reicht nämlich unter Umständen nicht einmal für die Entschädigungsansprüche eines vollinvaliden Familienvaters.

Ingenieurtätigkeiten mit geringeren Risiken (Grundbuchvermessung, Planung usw.) können zu entsprechend niedrigeren Summen versichert werden.

Im weiteren sind gegenüber Normalverträgen unter anderem folgende Änderungen und Ergänzungen eingeführt worden:

- Deckungserweiterung im Bereich Vermögensschäden;
- generelle Mitversicherung von Tätigkeiten auf Nebengebieten wie Bauphysik, Haustechnik, Architektur usw.;
- Ausdehnung des Geltungsbereichs weltweit mit Ausnahme Amerikas und Kanadas;
- direkter Einschluss von Arbeitsgemeinschaften zwischen ASIC-Mitgliedern;
- vorteilhaftere Definition der Eigenschäden.

Übersichtliche Versicherungsbedingungen

Dass in der Schweiz allgemein übliche Versicherungsbedingungen bei Berufshaftpflichtverträgen nicht nur für den Laien schwer verständlich, sondern teilweise auch unpräzise abgefasst sind, hat das Gutachten eines erfahrenen Baujuristen dokumentiert. Für den ASIC-Vertrag sind deshalb die Versicherungsbedingungen vollständig überarbeitet und übersichtlich gegliedert worden. Unklare Formulierungen hat der Versicherer verbessert oder durch Kommentare erläutert. Besonderes Augenmerk ist auf die präzise Umschreibung des Deckungsumfanges gelegt worden.

Überwachung des Versicherungsvertrages durch Fachleute

Der ASIC-Versicherungsvertrag stellt selbstverständlich kein abgeschlossenes, vollständig perfektes Werk dar. Der zuständige Stiftungsrat überwacht unter Beizug von Fachleuten den Vertrag und veranlasst gegebenenfalls die Anpassung an veränderte Situationen und neue Erkenntnisse.

Einfluss in Kulanzfragen

Der ASIC-Stiftungsrat verfügt über massgebende Einflussmöglichkeiten bei Grundsatzentscheiden bezüglich Kulanzfragen. Die Interessen der Versicherten sind dadurch bestmöglichst gewahrt.

Hilfsmittel für künftige Entwicklungen

Die dank dem Kollektiv-Vertrag zur Verfügung stehenden Informationen über den Versicherungsverlauf liefern nicht nur aufschlussreiche Hinweise für Schadenverhütungsmassnahmen, sondern auch sehr wichtige Anhalts-

punkte für weitere versicherungstechnische Verbesserungen. Zusammen mit dem aus Rückerstattungen geäußerten Stiftungskapital dürfte es bei Fortsetzung des sehr guten Schadenverlaufs in absehbarer Zukunft möglich sein, die Versicherung nochmals wesentlich attraktiver zu gestalten.

Stärkung des Verbandes und seiner Mitglieder

Die ASIC bietet qualitätsbewussten, fachlich ausgewiesenen unabhängigen Ingenieurbüros die in der Schweiz zurzeit wohl optimalste Berufshaftpflichtversicherung. Die Stellung des Verbandes bezüglich Mitgliederauswahl und Durchsetzung der Verbandsziele wird dadurch spürbar gestärkt. Für die ASIC-Mitglieder resultiert daraus ein Vertrauensgewinn seitens ihrer Auftraggeber.

Nachteile der ASIC-Kollektiv-Versicherung

Während der bisherigen dreijährigen Laufzeit haben sich keine nennenswerten Nachteile gezeigt. In einigen wenigen Fällen hat der Umstand zu Schwierigkeiten geführt, dass der Versicherer vom einzelnen Mitglied nicht frei gewählt werden kann.

Schlussbemerkung

Das Errichten einer verbandseigenen Versicherung hat von den ASIC-Mitgliedern Kooperationsbereitschaft sowie Mut zum Beschreiten eines neuen Weges gefordert. Das Resultat ist eine risikokonforme und zugleich sehr wirtschaftliche Versicherung, die auch ausserhalb des Verbandes zahlreiche Impulse zur Verbesserung der Versicherungsbedingungen im Berufshaftpflichtbereich ausgelöst hat.

Adresse des Verfassers: P. Schuler, dipl. Bauingenieur ASIC, c/o SKS Ingenieure AG, Goldauerstrasse 47, 8006 Zürich.